



Réf : 9.11/SC-OLUCOME/11/2014

Bujumbura, le 20/11/2014

Transmis copie pour Information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi avec les assurances de notre plus haute considération ;
- l'Honorable Président du Sénat avec les assurances de notre très haute considération ;
- Son Excellence Monsieur le 2^{ème} vice-Président de la République du Burundi avec les assurances de notre très haute considération.

à Bujumbura

A l'Honorable Président de l'Assemblée Nationale avec les assurances de notre très haute considération ;

à Bujumbura

Objet : Concerne le projet de budget général
de l'Etat pour l'exercice 2015

Honorable Président de l'Assemblée Nationale,

Nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre très haute autorité, comme nous le faisons chaque année, pour évoquer quelques imperfections qui s'observent dans le projet de budget général de l'Etat pour l'exercice 2015, afin qu'elles soient rapidement corrigées pour l'intérêt du pays.

En effet, Honorable Président, à travers le projet de budget général de l'Etat pour l'exercice 2015, l'OLUCOME constate que le budget général de l'Etat, surtout celui de consommation, s'accroît d'année en année au moment où la population continue à s'appauvrir du jour au lendemain. Le projet de budget pour l'exercice 2015 prévoit plus de 1500 milliards Fbu (1.534.394.558.196 Fbu) contre plus de 1400 milliards Fbu (1.442.296.052.840 Fbu) pour

passées de 709.8 milliards Fbu en 2014 contre 756.6 milliards Fbu en 2015 soit une augmentation de 6.5% et ces dernières représentent 49.3% du budget global 2015. Signalons que les recettes intérieures attendues en 2015 s'élèvent à 655,9 milliards Fbu contre 563,3 milliards Fbu en 2014, soit une augmentation de 16,5%. Egalement, le budget d'investissement s'élève à plus de 777 milliards Fbu dont environ 680 milliards Fbu des dons étrangers et 97 milliards Fbu des ressources internes [soit 6.3% du budget général de l'Etat]. A titre d'exemple, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage a reçu de ce projet budget seulement 6,5% des fonds propres de l'Etat alors que la Convention de Maputo avait exigé à tous les pays de l'allouer au moins 10% du budget propre, c'est-à-dire les recettes internes du pays.

L'OLUCOME se demande comment le Burundi peut se développer avec ce score des taux du budget de fonctionnement de 49,3% et celui du budget d'investissement sur fonds propre de 6,3% alors que les dons étrangers viennent au compte-gouttes. A cet effet, il demande au Parlement et au Gouvernement de bien mettre en application les conditionnalités acceptables des bailleurs pour combler ce déficit « non dit » du budget général de l'Etat au cours de ces dernières années.

De plus, le Gouvernement déclare toujours qu'il a adopté un budget d'austérité, affirmant qu'il favorise le budget d'investissement par rapport au budget de consommation. Toutefois, l'OLUCOME constate le contraire. En effet, l'Etat continue à s'endetter auprès des institutions financières nationales à tel point que les intérêts intérieurs sont passés de 39,6 milliards Fbu en 2014 à 52,6 milliards Fbu en 2015, soit un accroissement de 32,8%. Précisons que le financement du déficit du projet de budget général 2015 comprend le financement intérieur net positif de 44,9 milliards Fbu, et le financement extérieur net positif de 69,7 milliards Fbu, soit un déficit global de 114,6 milliards Fbu en 2015 contre 59,5 milliards Fbu en 2014. Par conséquent, c'est remarquable que l'Etat préfère vivre au-dessus de ses moyens au lieu de privilégier l'investissement visant le développement du contribuable.

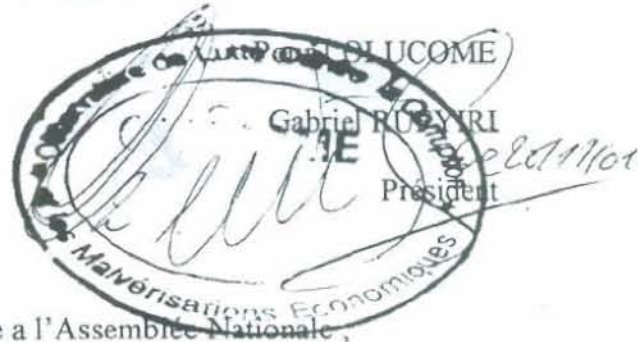
En outre, dans le projet de loi budgétaire 2015, l'article 36 stipule qu'« *il est institué une taxe spécifique de téléphone mobile sur le trafic national. Cette taxe est de 42 francs burundais par minute.* » Honorable Président, cette taxe est très insupportable. L'OLUCOME vous demande la suppression de cette taxe qui ne vise que sucer les citoyens qui ne cessent de s'appauvrir de jour en jour. Sinon, l'OLUCOME prendra toutes les mesures nécessaires reconnues par la loi pour combattre cette taxe très injuste, d'une augmentation de plus de 500%. **Or, le téléphone n'est pas un outil de luxe, mais de travail.**

Aussi, pour l'exécution du budget de l'Etat 2014, les exonérations ont atteint plus de 80 milliards Fbu au moment où il était prévu seulement 18 milliards Fbu. Cette situation s'observe parce que certains services de l'Etat favorisent certains commerçants véreux qui ne visent qu'à tricher sous couvert de certains responsables. Sur ce point, il demande au Parlement en exercice de prendre des mesures nécessaires de contrôle du Gouvernement afin qu'il ne dépasse pas les 18 milliards Fbu prévus. Selon l'étude de la Banque Mondiale de

2013, le Burundi est parmi les 4 premiers pays du monde qui octroient beaucoup d'exonérations.

De plus, le Burundi a attribué à une société chinoise un marché de confection des cartes d'identités biométriques d'environ 40 milliards Fbu. Dans le budget de l'Etat pour l'exercice 2014, on a déboursé une somme de 400 millions Fbu. Pour le projet de budget pour l'exercice 2015, on a prévu 1,4 milliards Fbu. Or, selon les clauses du contrat pour l'attribution de ce marché, il est prévu que la société chinoise sera payée sur le produit de vente, c'est-à-dire par l'argent issu de la vente de ces cartes biométriques par les citoyens. L'OLUCOME ne comprend donc pas pourquoi l'Etat continue à budgétiser cet argent, et à quoi il sert. A cet effet, il demande au Parlement d'annuler la ligne budgétaire de ce projet de budget de l'Etat 2015.

Dans l'attente d'une rapide rectification de ce projet de budget, nous vous prions d'agréer, Honorable Président, l'expression de notre très haute considération.



C.P.I à :

- L'honorable président de la commission finance a l'Assemblée Nationale ;
- L'honorable président du groupe parlementaire CNDD-FDD ;
- L'honorable président du groupe parlementaire UPRONA ;
- L'honorable président du groupe parlementaire FRODEBU NYAKURI ;
- Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique ;
- Son Excellence Monsieur le Ministre à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation.

à Bujumbura